



Campus de Saclay : près de 1000 agents bientôt condamnés à déménager contre leur gré ?

Information de la CGT-INRA suite aux CA de l'INRA et d'AgroParisTech

25 mars 2015

CGT-INRA RN 10 – Porte de St Cyr 78210 Saint Cyr l'Ecole - Tél : 01.39.53.56.56 - Mail : cgt@inra.fr - Sites internet : <https://intranet.inra.fr/cgt/> et <http://www.inra.cgt.fr/>

Les conseils d'administration de l'INRA, le 19 mars, et d'AgroParisTech, le 23 mars, viennent de se prononcer en faveur du déménagement des implantations franciliennes d'APT et des unités INRA associées sur le campus de Saclay.

Dans les deux cas, ces votes ont été acquis malgré l'opposition des représentants des personnels. A l'INRA, tous les représentants ont voté contre. A AgroParisTech, sur 22 représentants des étudiants, des enseignants chercheurs, des personnels techniques et des chercheurs INRA, 20 se sont prononcés contre, le résultat final (22 pour, 20 contre, 2 abstentions) étant finalement acquis du fait des représentants de l'administration et de personnalités extérieures.

En d'autres termes, ceux qui sont appelés à aller à Saclay ont voté « contre », et ceux qui ont voté « pour » sont ceux qui n'iront pas à Saclay !

Au terme d'un processus de près de 8 ans, le résultat est sans ambiguïté : le projet est rejeté par les communautés de travail. Malgré cette opposition massive, les tutelles et les directions n'ont pas hésité à utiliser la composition des conseils d'administration pour faire passer en force le déménagement.

Cette attitude a un nom, cette attitude s'appelle le mépris, le mépris des personnels, le mépris de leur avis, le mépris de leur vie. Et le mépris, c'est depuis toujours le moteur de ce projet, imposé d'en haut par deux pouvoirs successifs.

La CGT-INRA s'est toujours prononcée contre le projet Saclay, elle a réaffirmé cette position lors des CA de l'INRA et d'AgroParisTech, et même encore lors du dernier Comité Technique de l'INRA où la direction a d'ailleurs refusé de discuter du projet.

Cette opposition est fondée sur les risques encourus par les personnels :

- risque de temps de trajet insupportables,
- risque de démantèlement des unités,
- risques de pertes de moyens de travail.

Nous restons convaincus que regrouper des dizaines de milliers d'agents sur un site quasiment dépourvu de tout moyen de transports en commun est une folie, et qu'aucun moyen budgétaire sérieux n'a été présenté pour remédier à ce problème.

Nous restons persuadés que fondre autant d'établissements d'enseignement et de recherche dans une université tentaculaire dont la gouvernance n'est pas encore définie est source de bien des dangers.

Disons le encore une fois, le montage financier ne tient pas la route, car il repose sur des ventes immobilières dont le montant reste hypothétique. C'est de la gabegie : **l'INRA (et AgroParisTech) s'endettent lourdement et ce, pour des années, obérant le futur dans une conjoncture d'austérité grave pour le budget comme pour les recrutements !**

Cette opposition nous continuerons à la porter, comme nous continuerons à défendre tous les agents, de toutes les catégories, titulaires et non titulaires, menacés par ce projet.

Notre combat n'est pas terminé.

La CGT-INRA dénonce ce coup de force.

Vous aussi dites non à cela, manifestez, faites la grève le 9 avril !